

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Marché de performance des installations photovoltaïques













Date et heure limites de réception des offres :
Mercredi 5 juin 2024 à 12:00

Ville de Montréal la Cluse
1 place Jean Coupat
01460 Montréal La Cluse

Version 1 : original

Version 2 4/4/2024: Changement de date de réponse

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Marché de performance des installations photovoltaïques
	Mode de passation	Procédure adaptée restreinte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	1
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Avec
	PSE	Sans
	Clause sociale	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Contrat de 11 ans
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1	Objet et étendue de la consultation	5
1.1	Objet.....	5
1.2	Lieu(x) d'exécution :	5
1.3	Mode de passation.....	5
1.4	Type et forme de contrat	5
1.5	Décomposition de la consultation.....	5
1.6	Nomenclature	6
2	Conditions de la consultation	6
2.1	Déroulement de la consultation	6
2.1.1	Calendrier prévisionnel :	6
2.1.2	Examen et analyse des candidatures :	6
2.1.3	Examen et analyse des offres :	7
2.1.4	Négociation :	7
2.1.5	Attribution du marché :	7
2.2	Délai de validité des offres	7
2.3	Forme juridique du groupement.....	8
2.4	Variantes.....	8
2.5	Clause d'insertion.....	8
3	Les intervenants	8
3.1	Désignation de l'acheteur.....	8
3.2	Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	8
3.3	Contrôle technique	8
3.4	Sécurité et protection de la santé des travailleurs	8
4	Conditions relatives au contrat	9
4.1	Durée du contrat ou délai d'exécution	9
4.2	Modalités essentielles de financement et de paiement.....	9
5	Contenu du dossier de consultation.....	9
6	Présentation des candidatures et des offres	10
6.1	Documents à produire.....	10
6.2	Présentation des variantes.....	13
6.3	Visites sur site	13
6.4	Usage de matériaux de type nouveau	13
7	Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	13
7.1	Transmission électronique	13
7.2	Transmission sous support papier.....	15
8	8 - Examen des candidatures et des offres.....	16
8.1	Sélection des candidatures	16
8.2	Attribution des marchés.....	17
8.3	Suite à donner à la consultation.....	18

9	Renseignements complémentaires.....	18
9.1	Adresses supplémentaires et points de contact.....	18
9.2	Procédures de recours.....	19

1 Objet et étendue de la consultation

1.1 Objet

La présente consultation est lancée pour la passation d'un marché de performance au sens de l'article L.2171-1, L.2171-3 et R.2171-2 à R.2171-3 du Code de la commande publique relatif aux installations photovoltaïques

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que le présent Règlement de la Consultation (RC) n'a aucune valeur contractuelle et a pour seul objet de fixer les modalités d'organisation de la consultation.

Les missions confiées au titulaire du marché sont décrites dans le programme fonctionnel détaillé et ses annexes.

Le présent contrat de performance énergétique (CPE) a pour but de produire de l'électricité sur les sites visées au PFD (PROGRAMME FONCTIONNEL DÉTAILLÉ) afin de couvrir une partie des besoins des installations communales par des investissements dans des travaux, fournitures ou services et de garantir cette production dans la durée.

L'amélioration de la performance énergétique au niveau communal se traduit notamment par la mise en place de centrales photovoltaïques avec un engagement de l'entreprise sur des taux d'autoconsommation individuelle et collective.

Le titulaire du CPE est tenu à une obligation de résultat.

La garantie de performance énergétique permettra de sécuriser la Ville de Montréal dans ses approvisionnements énergétiques et de développer des démarches de qualité dans l'atteinte de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

1.2 Lieu(x) d'exécution :

Ville de Montréal La Cluse

Site Orindis : 67 avenue du Québec

4 chemin de la grande Montage

01460 Montréal La Cluse

1.3 Mode de passation

Les stipulations du présent Règlement de Consultation portent sur l'établissement d'un contrat de performance énergétique conclu sous la forme d'un marché public global de performance.

La procédure de passation utilisée est : la procédure avec négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-3, R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique.

1.4 Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont composées d'une seule tranche ferme divisé en sous-tranche pour plus de lisibilité. :

Tranche(s)	Désignation
TF	Tranche Ferme G0/G1, G2, G3 La tranche ferme comprend le suivi du contrat pour une opération d'autoconsommation patrimoniale, l'exploitation et la maintenance des centrales.
TF - G4-1	G4-1 : mise en place de la centrale sur le groupe scolaire Orindis Cette sous-tranche comprend la mise en place de la centrale sur le groupe scolaire Orindis
TF - G4-2	G4-2: Mise en place centrale Tribune Orindis. Cette sous-tranche comprend la mise en place de la centrale sur la toiture de la tribune
TF - G4-3	G4-3 Réalisation de l'ombrière sur le parking des ateliers municipaux Cette sous-tranche comprend la réalisation d'une ombrière photovoltaïque sur le site des ateliers municipaux
TF - G4-4	G4-4: Réalisation de l'ombrière auvent structure métallique à proximité du stade Cette sous-tranche comprend la réalisation d'une ombrière photovoltaïque sur le site du stade Orindis en structure métallique

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : Le recours au contrat de performance a pour objectif de sécuriser sur la durée la production d'énergie et de permettre un accompagnement de la collectivité sur l'optimisation de cette production dans le cadre d'une opération d'autoconsommation collective.

1.5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45261215-4	Travaux de couverture de panneaux solaires

2 Conditions de la consultation

2.1 Déroulement de la consultation

2.1.1 Calendrier prévisionnel :

Visite des sites semaine 14 ou 15

Remise des offres 5 juin 2024

Négociation semaine 25

Remise d'une offre négocié semaine 29

Notification semaine 36

Travaux 2^{ème} semestre 2024

2.1.2 Examen et analyse des candidatures :

Il est rappelé que les candidatures reçues hors délais sont éliminées (art 2143-2 du CCP)

Si un pli arrive (complet) après la date et l'heure limite fixées dans les documents de la consultation, même s'il est accessible dans l'espace de dépôt des plis du profil acheteur, le pli est considéré comme hors délai et il doit être rejeté. Si la transmission du pli a commencé avant la fin du délai, mais s'est achevée après ce délai, et si une copie de sauvegarde a été reçue dans ce délai, elle doit être ouverte. Le profil d'acheteur doit conserver la trace des plis arrivés tardivement, après la clôture de la consultation

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur **peut** décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces **dans un délai approprié et identique pour tous qui ne saurait être supérieur à 7 jours francs**.

Les candidatures conformes et recevables seront ensuite examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques économiques et financières.

Au vu de ces éléments, le représentant de l'acheteur éliminera les candidats qui n'ont pas produits les pièces exigées ou qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques, économiques et financières pour exécuter les prestations objet du présent marché.

Si cette procédure de régularisation n'est pas mise en place, ou si le dossier n'est pas complété par l'opérateur économique dans le délai prescrit, la candidature est rejetée.

Le pouvoir adjudicateur analysera ensuite les offres des candidats disposant des capacités professionnelles, techniques, économiques et financières requises pour exécuter les prestations objet du présent marché.

2.1.3 Examen et analyse des offres :

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un entrepreneur candidat entre les indications de prix en lettres et les indications de prix en chiffres, les premières prévaudront sur les secondes

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les offres seront ensuite analysées au regard des critères de jugement des offres énoncés à l'article 8 du présent document.

2.1.4 Négociation :

Après examen et classement des offres initiales, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 meilleurs candidats issus du classement des offres.

La négociation peut porter, au choix, sur tous les éléments de l'offre ou sur certains de ces éléments (prix, délais, qualité, quantité, garanties...).

Toutefois, en application de l'article R2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

2.1.5 Attribution du marché :

L'offre initiale ou finale (en cas de négociation) la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents **ne pourra être supérieur à 10 jours**.

2.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.4 Variantes

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base. Ils peuvent présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes qui doivent respecter les exigences minimales détaillées dans le PFB.

Le candidat pourra proposer des variantes mais elles ne pourront être prises en compte que si une solution de base conforme est remise.

2.5 Clause d'insertion

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 Les intervenants

3.1 Désignation de l'acheteur

Ville de Montréal La Cluse

1 place Jean Coupat

01460 Montréal La Cluse

Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur : M. le Maire.

3.2 Assistance à maîtrise d'ouvrage

Cette mission est assurée par :

Mme Lucile JACQUOT

ACERE 5 Quartier de la Magdeleine, 88000 EPINAL

Tél. : 03 29 39 23 36

Courriel : ljt@acere-groupe.fr

Les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage sont les suivantes :

Etude de faisabilité, lancement de l'appel d'offre et analyse, suivi du contrat les deux premières années

3.3 Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention

4 Conditions relatives au contrat

4.1 Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP. Les délais d'exécution sont fixés par l'entrepreneur à l'acte d'engagement.

4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La trame du DQE par phase
- Le bordereau des prix G3
- Le devis quantitatif fictif G3
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou Programme Fonctionnel détaillé (PFD) et ses annexes
- Les plans des bâtiments envisagés
- Les études de structures des bâtiments concernés
- Les courbes de charges des consommations des bâtiments à rentrer dans l'opération d'autoconsommation collective.

Il est téléchargeable gratuitement.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 Documents à produire

Pour la candidature, chaque candidat aura à compléter le **document de résumé fournit en annexe** et produire un dossier justificatif complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Critère
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	1
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	1

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Critère
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	2
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	2
Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi	2

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Critère
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	3
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	4
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	3
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	3

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Critère
Qualifelec SPV2 mini ou QualiPV 500 pour la compétence électricité d'une puissance inférieure ou égale à 500 kVA	4
Copie de l'Attestation d'inscription à l'Ordre des Architectes	4

Chacun des certificats précités sont nécessaires à la commune pour l'obtention des subventions ou le dépôt du permis de construire des ombrières. Si une équivalence est proposée elle doit être reconnue par les organismes d'obligation d'achats ou d'urbanisme.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour l'offre, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Libellés
L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes, dûment renseigné (signature non obligatoire au stade de dépôt des offres) ;
Le bordereau des prix unitaires (BPU) G3 fourni au DCE (comprenant le sous détail de chaque prix) dûment renseigné et complété avec les prestations supplémentaires du BPU G4
Le bordereau des prix unitaires (BPU) G4 fourni au DCE dûment renseigné et complété par le candidat : le candidat devra rajouter les prestations nécessaires à la réalisation du contrat
Un DQE G4 établi par le candidat sur la base du DQE G4 complété détaillé par installation
Le DQE G3 fourni au DCE dûment renseigné par le candidat – intégré dans la pièce 5_MGP_PV_DQE_general du DCE
Le DPE TF G0/G1 fourni au DCE à compléter par le candidat -intégré dans la pièce 5_MGP_PV_DQE_general du DCE
Le DQE TF G2 fourni au DCE à compléter par le candidat - intégré dans la pièce 5_MGP_PV_DQE_general du DCE
Le DQE général récapitulatif dûment renseigné par le candidat
Un mémoire technique portant sur la réalisation des prestations et travaux objet du marché permettant d'apprécier les conditions d'exécution des différentes prestations au regard des exigences et attendus détaillés dans le programme fonctionnel des besoins.
Le candidat devra à travers son mémoire technique convaincre de la pertinence de son offre et de l'atteinte du résultat de façon concise et claire.
Le mémoire comprendra tout d'abord une synthèse de l'offre du candidat (Format requis : 1 page A3).
Concernant le critère qualité technique de l'offre, le mémoire comprendra notamment les

éléments suivants :

o Les outils, moyens, logiciels dédiés à la prestation détaillés par élément de mission et par tranche

o Les moyens humains et l'organisation dédiés en adéquation avec les besoins détaillés par le programme fonctionnel des besoins détaillés par élément de mission et par tranche.

A cet égard, un organigramme sera fourni précisant les noms des différents intervenants et leurs qualifications professionnelles distinguant les intervenants en phase conception/ études et celles en phase chantier/maintenance. Un curriculum vitae des cadres affectés à l'opération sera joint. Dans le cas d'un groupement d'entreprises, les missions de chacun seront clairement indiquées. Il sera indiqué le nom du Chef de Projet qui sera l'interlocuteur privilégié de l'Acheteur tout au long de la mission.

Le candidat devra justifier de la pertinence de l'organisation à mettre en place pour atteindre le résultat demandé et pouvoir réaliser les prestations dans les délais.

o La démarche méthodologique proposée par le candidat pour appréhender sa mission, tant au niveau fonctionnel que dans ses relations avec l'Acheteur détaillée par élément de mission.

o Un planning prévisionnel d'exécution des missions G4 et TO détaillé par phase et par intervention : le planning prévisionnel devra prendre en compte les éléments suivants :

- Études d'exécution
- Autorisations administratives
- Période d'essais
- GPA
- Période d'exploitation

o Les fiches techniques des produits proposés

o Une méthodologie proposée pour le contrôle des objectifs en matière de performance économique.

Concernant le critère "Performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté, le mémoire comprendra notamment les éléments suivants :

o Le cas échéant, le volume horaire supplémentaire à celui imposé au DCE sur lequel le candidat s'engage en matière d'insertion par l'activité économique des publics en difficulté.

Concernant le critère « Performance en matière de protection de l'environnement », le mémoire comprendra notamment les éléments suivants :

o Une présentation des dispositions prises par le candidat en matière environnementale dans les domaines suivants : gestion des déchets propre au chantier, nature, collecte, suivi, traitement et valorisation ; moyens mis en œuvre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre sur le chantier, recyclabilité des équipements, ...

Le candidat peut également joindre à sa proposition tout document jugé utile à une meilleure compréhension de son offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Ils veilleront à respecter les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

6.3 Visites sur site

Une visite sur site est préconisée. Les conditions de visites sont les suivantes :

- Des visites sont organisés le vendredi 5 avril 2024 à 11 h et le mardi 9 avril à 14h.

Merci d'indiquer aux adresses mails suivantes ljt@acere-groupe et dst@montreal-lacluse.fr votre présence à l'une ou l'autre des visites au minimum 48 h avant la visite prévue.

6.4 Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en oeuvre sur sa proposition : pendant le délai de ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes : "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

7 Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidatures devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marchespublics.ain.fr>

La candidature des candidats devra respecter la présentation suivante :

Les candidats auront à produire un fichier composé des différentes parties suivantes :

- a) Renseignement concernant la situation juridique du candidat
- b) Renseignements concernant la capacité économique et financière du candidat
- c) Renseignements concernant les références du candidat
- d) Renseignements concernant la capacité technique et professionnelle du candidat (autre que les références)
- e) Certificats

L'offre des candidats devra respecter la présentation suivante :

Les candidats auront à produire un dossier numérique intitulé « MEMOIRE TECHNIQUE » comprenant les dossiers suivants :

1. ACTE D'ENGAGEMENT ET DOCUMENTS FINANCIERS

- a. Acte engagement et annexes
- b. BPU/DQE TF GO/G1

- c. BPU/DQE TF G2
- d. BPU G3
- e. BPU G4
- f. DQE G3
- g. DQE G4
- h. DQE général

2. PRESENTATION GENERALE

- a. Synthèse de l'offre
- b. Présentation du candidat
Présentation du candidat individuel ou de chacun des membres du groupement le cas échéant : moyens humains dédiés disponibles et/ ou envisagés avec engagement économique à l'appui et organisation dédiée
- c. Présentation du ou des sous-traitant(s) éventuel(s)
- d. Performance économique
Méthodologie proposée pour le contrôle des objectifs de performance économique
- e. Performance sociale
Performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté
- f. Performance environnementale

3. METHODOLOGIE PAR MISSIONS ET TRANCHES

✓ TF : G0/G1- G2 - G3 - G4

- a. Généralités
- b. G0 GESTION ADMINISTRATIVE DU CONTRAT /GESTION ET CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE
- c. G2 EXPLOITATION ET MAINTENANCE
- d. G3 SINISTRES – VANDALISME ET ÉVOLUTION DU PARC
- e. G4 MISE EN PLACE D'INSTALLATIONS PHOTOVOLTAIQUE
 - i. Groupe Scolaire
 - ii. Tribune

iii. Ombrière atelier

iv. Ombrière métallique Orindis

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Pour chaque phase de la procédure, le pli doit contenir les pièces définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Pour chacune des phases, si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la phase concernée.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Mairie de Montréal La Cluse

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .pdf; .docx; .xlsx; .doc; .ods

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les critères retenus pour la sélection des candidatures sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Situation juridique	éliminatoire
2- Capacités économiques et financières	30.0 %
3-Capacités techniques	35.0 %
3-Références et capacités professionnelles	35.0 %

Les dossiers de candidature seront jugés sur la base des seuls éléments exigés à l'article 6 du présent document, et synthétisé dans l'annexe à la candidature.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en application de l'article R. 3123-20 du code de la commande publique, l'Acheteur dispose de la possibilité de ne pas réclamer les pièces absentes ou incomplètes du dossier de candidature et de rejeter celui-ci en l'état.

Lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur au nombre de 3, l'Acheteur peut néanmoins poursuivre la procédure avec le ou les seuls candidats disposant des capacités requises.

De même, si le nombre de candidats ayant soumissionné est inférieur au nombre de 3, l'Acheteur peut néanmoins poursuivre la procédure avec le ou les seuls candidats ayant soumissionné et disposant des capacités requises.

A l'issue de l'analyse des candidatures, ne seront pas admis :

- Les candidats qui ne sont pas autorisés à soumissionner à un marché en vertu des dispositions du code de la commande publique ;
- Les candidatures incomplètes qui ne sont pas accompagnées des pièces ou renseignements demandés dans l'article 6 du présent document, le cas échéant après une demande de complément de candidature ;
- Les candidatures qui ne justifient pas des garanties et capacités professionnelles, techniques, économiques et financières suffisantes au regard de l'objet du marché.

En application de l'article R. 2144-5 du Code de la commande publique, les candidats sélectionnés doivent remettre, les documents justificatifs et autres moyens de preuve mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-12 du Code de la commande publique. Les éléments et documents rédigés dans une langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

Pour ce faire, l'acheteur adresse un courrier à chaque candidat sélectionné afin qu'il fournisse ces documents dans le délai imparti, qui ne peut être supérieur à 10 jours.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les mêmes documents pour chacun de ses sous-traitants. En cas de groupement, le mandataire remet également les mêmes documents pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants.

Si un candidat sélectionné ne fournit pas les documents demandés dans le délai imparti, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, ou produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé. Dans ce cas, le candidat dont la candidature a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents précités.

8.2 Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

La qualité de l'offre sera appréciée sur la base du contenu du mémoire technique tel que précisé à l'article 7 du présent document.

	nombre de points
TF : Qualité de l'offre technique sur la gestion administrative et énergétique du marché G0/G1	1000
TF : Qualité de l'offre technique sur l'exploitation et la maintenance G2	800
TF : Qualité de l'offre technique sur la gestion des sinistres, des vandalismes et sur l'évolution du parc	200
TF : Performances en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté	500
TF : Part d'exécution du marché que le soumissionnaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans	300
TF : Performances en matière énergétique Ce critère sera évalué sur la base de l'engagement du candidat en termes de performance énergétique (Production et TAC+ TAP) telle que mentionné à l'acte d'engagement.	1000
TF: Performance en matière de protection de l'environnement	300

TF : Qualité de la proposition pour la centrale du groupe Scolaire	700
TF : Qualité de la proposition pour la centrale de la tribune	700
TF : Qualité de la proposition pour l'ombrière atelier	800
TF : Qualité de la proposition pour l'ombrière métallique Orintis	700
TOTAL QUALITATIF	7000
Critère prix GO/G1	500
Critère Prix G2	500
Critère prix G3	200
Critère prix G4-1	400
Critère prix G4-2	400
Critère prix G4-3	500
Critère prix G4-4	500
TOTAL PRIX	3000
TOTAL NOMBRE DE POINTS	10000

Les prix seront jugés sur la base du montant total des bordereaux de prix (DQE) correspondant aux missions et sous-tranches concernées.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats les mieux classés. Elles se dérouleront par phases successives, de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 Renseignements complémentaires

9.1 Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marchespublics.ain.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Lyon

184 rue Duguesclin

69433 LYON CEDEX 03

Tél : 04 78 14 10 10

Télécopie : 04 78 14 10 65

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Lyon

Palais Juridictions Administratives

184 rue Duguesclin

69433 LYON CEDEX 03

Tél : 04 78 14 10 10

Télécopie : 04 78 14 10 65

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr